

8 février 2013

Islam - l'enjeu politique de l'interprétation.

Par Michel Roche, *consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil*

Le titre de cette réflexion paraîtra provocateur aux experts de l'islam ; il est en effet admis que les « portes de l'interprétation » ont été refermées au XII^{ème} siècle. La réalité impose de regarder la question autrement : la violente poussée de fièvre indépendantiste qui secoue l'espace touareg depuis l'an dernier s'est accompagnée d'une opposition de fond entre deux visions de l'islam, avec d'un côté les salafistes djihadistes, sous-produits morbide du fondamentalisme wahabite et, de l'autre, l'islam malikite marqué par les traditions particulières à l'Afrique. Les mains coupées et la destruction des sites religieux du nord Mali ont exprimé de façon radicale la distance qui existe entre ces deux visions.

La première leçon à tirer est que le Malikisme africain a résisté. Certes, sans l'intervention des forces françaises, les djihadistes seraient encore présents au Nord Mali mais le choc provoqué par les djihadistes a entraîné une très forte réaction de rejet de leur vision de l'islam qui provoque en retour un mouvement d'affirmation de la légitimité de la vision africaine de l'islam. Ce second aspect constitue un fait nouveau ; et il pourrait avoir des conséquences compte tenu de l'implication du politique et du religieux dans le monde islamique.

Le débat dépasse la simple affirmation d'une identité différente au plan de l'expression religieuse, et ce débat passe par la restauration de l'autorité des oulémas dont on attend manifestement qu'ils mettent un terme à la dérive que constituent les interprétations multiples provenant des milieux djihadistes, sans autorité autre qu'auto proclamée. Ainsi le Haut Conseil Musulman du Mali, qui était fortement divisé avant la crise a retrouvé son unité et celle-ci s'exprime à travers le rejet de ce qui est désormais qualifié d'islam importé. Pour son président, Mahmoud Dicko, « ces gens ne portent aucun projet de société. Leur programme, c'est le chaos. Leur islam n'est pas, et ne sera jamais le nôtre ». Même jugement de fond, mais dans un registre plus modéré, chez le vice président Cheikh Ousmane Haidara, qui est aussi la personnalité la plus respectée du pays. Tous deux rejettent l'idée selon laquelle l'intervention française aurait pu constituer une agression contre l'islam. L'unité retrouvée est d'autant plus significative qu'un véritable fossé séparait ces deux personnalités; M. Dicko réputé proche de l'Arabie Saoudite a d'ailleurs jusqu'à la fin essayé de négocier avec les mouvements djihadistes du MUDJAO. Mais le rejet est désormais sans appel.

Le même message de fond a été porté par D. Traoré dans l'intervention musclée qu'il a prononcée à Addis Abeba la semaine dernière, devant le sommet de l'Union Africaine. Pour le président malien ceux qui évoquent une croisade des Occidentaux contre l'islam sont ceux qui sont restés silencieux devant les exactions prétendument commises au nom de l'islam dans son pays. Le président malien n'a pas nommé les pays du Golfe, mais tout le monde a compris que c'est eux qu'il visait.

Le mouvement de restauration de la primauté des autorités religieuses est en train de s'étendre avec la constitution toute récente de la Ligue des Oulémas et prédicateurs du Sahel. Cette nouvelle organisation qui a son siège à Alger et regroupe des religieux de cinq pays (Algérie, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger). Se place dans le cadre du rite malékite dont elle réaffirme ainsi la légitimité religieuse, elle a pour but de reprendre l'autorité face aux initiatives normatives des djihadistes ; dans cet esprit elle va lancer des travaux sur les moyens de contrer les dérives extrémistes. Parce qu'elle a son siège à Alger il ne faudrait pas tirer trop rapidement la conclusion qu'elle est

exclusivement aux mains des Algériens : son secrétaire général est en effet un proche du président nigérien. Selon les explications fournies à la presse elle trouverait son origine dans une rencontre des oulémas des cinq pays lors du dernier pèlerinage en Arabie saoudite, ce qui constitue une façon de rappeler l'orthodoxie de la démarche.

Ce mouvement se développe sur un fond de mise en question de la vision de l'Islam politique véhiculé par les pays du Golfe, au premier rang desquels le Qatar. L'Emirat est non seulement soupçonné d'avoir apporté une aide aux combattants djihadistes voire de les avoir appuyé sur le terrain avec ses forces spéciales, mais c'est aussi son influence en termes de soutien à l'Islam radical qui est pointé du doigt.

La critique est largement répandue en Afrique; en revanche, dans le Golfe la réserve imposée aux media ne permet pas d'avoir une image précise, mais il semble bien qu'un débat mettant en cause l'activisme du Qatar soit engagé au niveau des plus hauts responsables politiques. Dans un article récent et visiblement bien informé, Al Monitor évoquait une discussion difficile entre l'Arabie Saoudite et le Qatar, en marge du dernier sommet économique de la Ligue Arabe ; à cette occasion Riyad aurait ouvertement mis en cause le soutien de Doha aux extrémistes. Ces tensions sont probablement à l'origine de la valse-hésitation de l'Organisation de la Conférence Islamique, qui a pour le moins tardé à dénoncer les exactions djihadistes au Nord Mali.

Depuis plusieurs années le Qatar se positionne en concurrent de l'Arabie Saoudite non seulement sur le plan diplomatique comme on l'a amplement vu sur les grands dossiers arabes au cours de l'année 2012, mais aussi sur le plan politico-religieux. Alors que l'influence de l'Arabie saoudite repose sur l'OIC qu'elle finance et dont elle abrite le siège, le Qatar a développé une initiative concurrente avec l'Union Internationale des Savants Musulmans. Sous cette étiquette assez neutre se dissimule une organisation de combat qui défend une vision radicale de l'option des Frères Musulmans, tout en étant assez tolérante vis-à-vis des salafistes. Cette organisation est dirigée par le sulfureux cheikh Qardawi. Elle soutient les régimes en Egypte et en Tunisie ; le chef d'Ennadha, le Dr. Ghannouchi, en est d'ailleurs l'un des secrétaires généraux adjoints.

Les divergences avec Riyad vont au-delà du soutien aux Frères Musulmans, puisque l'organisation a une vocation à traiter de l'ensemble du monde musulman. C'est en cette qualité qu'elle a pris position contre l'intervention française au Mali. Un exemple permettra d'apprécier sa capacité de nuisance : elle vient plus récemment de publier un communiqué sur le djihad au Daghestan déclarant ce territoire est un territoire d'Islam.

Doha a-t-il été trop loin? Après avoir exprimé une position réservée à l'égard de l'intervention française et appelé au dialogue avec les organisations djihadistes au Mali, l'Emirat a dû démentir son implication aux côtés des combattants. Un tel geste peut certes constituer un apaisement, mais il ne règle pas la question de fond ouverte par les ambitions qataries.

Michel Roche